

La géographie politique à l'Université de Libreville

Serge Loungou

Volume 45, numéro 124, 2001

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022948ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022948ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Loungou, S. (2001). La géographie politique à l'Université de Libreville. *Cahiers de géographie du Québec*, 45(124), 119–126. <https://doi.org/10.7202/022948ar>

La géographie politique à l'Université de Libreville : essai de synthèse thématique*

Serge Loungou

Département de géographie

Université Omar Bongo, Libreville (Gabon)

Le département de géographie est l'un des tout premiers à avoir vu le jour à l'université Omar Bongo (UOB) de Libreville. Intégré à la Faculté des Lettres et Sciences humaines, il fut en effet ouvert en 1970, au moment de la création de ce que l'on a d'abord appelé l'université nationale du Gabon (UNG). Au départ limité à trois spécialités – géographie économique, physique et urbaine –, le contenu des enseignements dispensés dans ce département s'est étoffé au fil des années. L'une des novations majeures a été l'introduction, en 1986, du cours de géographie politique.

L'objet du présent exposé est de mesurer, à la lumière des travaux de recherche présentés au sein du département de géographie de l'université de Libreville, l'impact de cette discipline qui commence à peine à trouver ses lettres de noblesse dans l'univers académique français et africain francophone. Par impact, il faut comprendre non seulement le degré d'intérêt que les étudiants accordent à la géographie politique, mais également l'incidence que celle-ci a eu, en un peu plus d'une décennie d'enseignement, dans l'appropriation cognitive endogène des problématiques inhérentes à l'espace gabonais, voire africain.

LA GÉOGRAPHIE POLITIQUE AU GABON

L'avènement au Gabon de la géographie politique en tant que discipline académique est assez récent, puisqu'il date seulement de 1986. Son introduction à l'université de Libreville est l'œuvre de Marc-Louis Ropivia¹, un universitaire gabonais formé au Canada. À certains, cette paternité peut paraître surprenante, dans la mesure où les programmes scolaires et universitaires en vigueur au Gabon s'inspirent largement de ceux qui sont pratiqués en France. Or, on sait par ailleurs que l'enseignement de la géographie politique n'est pas bien enraciné dans l'Hexagone (Kleinschmager, 1993). Aussi n'est-il pas véritablement étonnant que l'initiative d'introduire cette discipline au sein de l'université gabonaise émane d'une personnalité ayant fait ses humanités dans un univers académique autre que celui de l'ancienne métropole.

* NDLR : Notre correspondant africain, Marc-Louis Ropivia, nous a fait parvenir cette chronique. Nous la publions après avoir procédé à quelques coupures.

Au départ intégrée au module de géographie régionale, la géographie politique a été érigée en enseignement de spécialité dès 1988, s'ouvrant ainsi à la fois aux étudiants des premier et deuxième cycles. De même, réduite à la seule personne de son initiateur pendant les douze premières années, de 1986 à 1998, l'équipe dirigeant cet enseignement s'est vu récemment renforcée avec l'arrivée de deux assistants, issus de la première promotion de la spécialité sortie en 1990, tous deux détenteurs du doctorat français nouveau régime et spécialisés dans les questions de frontières². Ainsi, du cours mineur qu'elle fut au début, la géographie politique est devenue, au fil des années, un des enseignements majeurs au sein du département de géographie de l'université de Libreville.

L'introduction de la géographie politique dans l'univers académique gabonais représente une expérience unique en Afrique d'expression française, en ce sens que l'université de Libreville est la première, et à ce jour la seule, à y avoir initié l'enseignement de cette discipline géographique d'origine anglo-saxonne. Treize ans après, il n'est pas inopportun d'en dresser le bilan et d'en sonder les perspectives. Par cette double démarche, il s'agit précisément d'apprécier les apports cognitifs – effectifs et envisageables – de l'école gabonaise de géographie politique à un moment où, précisément, les chercheurs et universitaires africains se doivent, plus que jamais, de satisfaire à une exigence intellectuelle fondamentale, à savoir : privilégier les problématiques inhérentes à l'Afrique et, surtout, susciter une réflexion théorique africaine.

UN ACQUIS INCONTESTABLE : L'APPROPRIATION COGNITIVE ENDOGENE DES PROBLÉMATIQUES INHÉRENTES AUX ESPACES GABONAIS ET AFRICAIN

De toutes les spécialités enseignées au sein du département de géographie de l'université de Libreville, la géographie politique est celle dont les travaux d'étudiants présentent une certaine flexibilité, en ce sens qu'ils ne portent pas uniquement sur l'espace gabonais, mais sur diverses régions du monde. Cette ouverture sur le monde tient à la nature même de la géographie politique et, surtout, à celle de ses deux disciplines connexes que sont la géopolitique et la géostratégie, dont les applications portent généralement sur les questions internationales (Sanguin, 1992).

En procédant à une répartition par zones géographiques des sujets de mémoires soutenus en géographie politique, il apparaît que la production estudiantine a été consacrée à 71 % à l'Afrique et au Gabon, tandis que l'Europe et les diverses autres régions du monde se partagent les 29 % restants. Une telle tendance favorable aux travaux africanistes est loin d'être fortuite; elle répond au souci qui avait motivé l'ouverture, en 1993, au sein de l'université de Libreville, d'un centre de recherche en géopolitique et prospective (CERGE³), soit celui de stimuler une africanisation de l'objet de la recherche en sciences sociales et, notamment, en géographie politique.

L'examen attentif des axes de recherche des mémoires africanistes soutenus par les étudiants inscrits en géographie politique permet de dégager neuf principales thématiques, dont six ne sont pas communes aux espaces gabonais et africain. Ainsi, les thèmes se rapportant spécifiquement au Gabon sont la sécurité nationale, le processus électoral et le phénomène narco-économique, tandis que les axes de

recherche mettant en perspective les autres territoires africains sont les relations internationales à l'échelle continentale, l'intégration régionale et la thématique de l'après-guerre froide. Il faut toutefois objecter qu'une telle classification relève purement du hasard de la recherche, d'autant que tous ces thèmes peuvent être analysés inversement à partir de chacun de ces deux espaces. Quant aux thèmes communs au Gabon et à l'Afrique, ce sont, respectivement par ordre croissant de récurrence, l'unité nationale, les relations Nord/Sud et l'enjeu frontalier.

Ce vaste éventail thématique appelle quelques commentaires. Tout d'abord, on note que la question des frontières a suscité le plus grand nombre de travaux. Cela n'est pas étonnant : l'intérêt manifesté pour cette thématique s'explique, sans aucun doute, par le caractère prédominant de l'enjeu frontalier dans l'évolution géopolitique du continent africain (Foucher, 1991). Toutefois, cet engouement pour la thématique frontalière cache une insuffisance de taille : l'absence de production estudiantine relative aux frontières maritimes. Or, l'on sait que le Gabon possède 800 km de côtes et que le domaine maritime, du fait d'énormes richesses qu'il recèle, est plus que jamais l'un des enjeux majeurs de la conflictualité dans le monde, et particulièrement en Afrique intertropicale (Ogoulat, 1998-b).

Les relations internationales constituent également un des thèmes les plus abondamment abordés par les étudiants inscrits en géographie politique. Cependant, il faut ici distinguer les relations internationales africaines de celles de type Nord/Sud : les unes concernent les relations interétatiques à l'échelle du continent, les autres évoquent les rapports entre l'Afrique et les puissances occidentales. Là aussi, des enseignements intéressants peuvent être tirés. Ainsi, on constate, sans grand étonnement du reste, que l'essentiel des travaux classés dans la rubrique des rapports Nord/Sud porte sur la question des relations entre le Gabon et la France; et l'aspect récurrent est celui de la présence militaire française au Gabon. Ce grand intérêt manifeste des étudiants gabonais pour ce que certains universitaires locaux n'ont pas hésité à qualifier de rapports de dominants-dominés (Nding, 1996), contraste avec leur mutisme sur l'état des relations entre le Gabon et les autres États africains. Il s'agit là d'une carence qu'il convient de combler, d'autant que la politique sécuritaire du Gabon – dont on peut noter qu'elle a fait l'objet de plusieurs travaux, et qui se traduit notamment par une approche restrictive de l'immigration africaine – n'est pas sans incidence sur ses relations africaines. Du reste, elle constitue l'un des freins au processus d'intégration régionale en Afrique centrale (Loungou, 1998).

Les relations internationales africaines ont eu, pendant longtemps, une forte dimension conflictuelle. Cela n'a pas échappé aux étudiants de la spécialité, dont certains ont axé leurs travaux de recherche sur l'analyse des conflits interétatiques en Afrique. De ces travaux, il ressort que les conflits en question étaient alimentés par trois facteurs majeurs : l'héritage colonial des frontières, les enjeux économiques et, surtout, l'extension de la guerre froide. Si la fin du conflit Est-Ouest, survenue au début de la décennie 1990, n'a pas suffi à éradiquer les tensions sur le continent, plusieurs travaux révèlent qu'elle a cependant permis un vaste processus de recomposition géopolitique en Afrique subsaharienne, dont l'expression la plus marquante est l'émergence de l'Afrique du Sud post-apartheid comme pôle d'intégration économique et de stabilité politique en Afrique australe, voire au-delà.

Enfin, quatre axes de recherche ont aussi retenu l'attention des étudiants inscrits en géographie politique; il s'agit de la thématique de l'unité nationale, de la question électorale, du processus de l'intégration régionale et du phénomène narco-économique. Bien qu'ayant fait l'objet d'un traitement minimal, ces thématiques n'en revêtent pas moins un intérêt majeur dans la mesure où elles collent au contexte géopolitique actuel de l'Afrique. De fait, le retour au pluralisme politique, qui s'est opéré dans la plupart des pays africains au début des années 1990, a non seulement conféré un sens nouveau à la question électorale, mais également remis à l'ordre du jour la problématique de l'unité nationale que l'on avait cru définitivement réglée par un quart de siècle de monolithisme. Longtemps niée par les pouvoirs politiques, la diversité organique des nations africaines s'exprime à nouveau, comme le montrent quelques travaux, à travers le vote ethnique. Quant à l'impératif de construction régionale et au phénomène narco-économique, ils apparaissent ici étroitement liés à l'actuel processus de mondialisation : le premier comme un préalable, le second comme l'une de ses manifestations.

À ces travaux de maîtrise, il faut ajouter les thèses de doctorat produites par les deux assistants ayant récemment intégré le corps enseignant spécialiste de la géographie politique, dont l'orientation théorique confirme le processus d'appropriation cognitive endogène des problématiques inhérentes aux espaces gabonais et africain. Ainsi, dans la première thèse, qui traite de la problématique de l'intégration nationale dans les régions frontalières du Gabon, l'auteur situe les raisons de la difficulté du processus autant dans l'héritage colonial des frontières que dans les choix subjectifs opérés par l'État contemporain en matière de développement. Partant de l'idée que l'injustice socio-spatiale engendre des luttes identitaires, il suggère un certain nombre de solutions susceptibles de garantir aux provinces frontalières gabonaises une évolution économique et politique sereine. Parmi les solutions envisagées, l'intégration régionale est incontestablement celle qui offre la garantie de cette double sérénité (Loungou). Quant à la deuxième thèse, elle porte sur la géographie politique de la façade atlantique intertropicale (du Sénégal à l'Angola). Ce travail présente le mérite d'être, à notre humble connaissance, le premier d'origine africaine qui soit consacré aux enjeux géopolitiques et géostratégiques du domaine maritime africain. De fait, l'auteur y aborde les problèmes de gestion des espaces maritimes et des nouveaux enjeux des océans, notamment en ce qui concerne le destin de la haute mer et le patrimoine halieutique des États riverains (Ogoulat, 1998a).

UN DÉFI MAJEUR : L'AFFIRMATION DE L'UNIVERSITÉ GABONAISE COMME LABORATOIRE DU PROCESSUS D'AFRICANISATION DE LA PENSÉE GÉOPOLITIQUE ET GÉOSTRATÉGIQUE

La filiation entre géographie politique, géopolitique et géostratégie est incontestable, en ce sens que la première offre un continuum conceptuel et théorique aux deux autres. En effet, la géographie politique saisit le déploiement des pouvoirs dans l'espace, le jeu des forces qui modèlent le monde et les équilibres ou crises qui en découlent, tandis que la géopolitique et la géostratégie se penchent sur les acteurs, sur leurs motivations et sur leurs calculs (Claval, 1994). De ce point de vue, il est clair qu'aucune réflexion géopolitique et géostratégique ne peut se construire en ignorant les données de la géographie politique. On comprend donc que, après

s'être formés à la géographie politique, les universitaires gabonais s'ouvrent à la réflexion géopolitique et géostratégique.

Or, là apparaît un trait supplémentaire de l'originalité de l'expérience académique gabonaise. En effet, loin de se limiter à l'enseignement des recettes doctrinales et théoriques élaborées par les écoles classiques, essentiellement occidentales (Lorot, 1995), l'école gabonaise de géographie politique, sous la houlette de Marc-Louis Ropivia, tente d'imposer une approche interne de la pensée géopolitique et géostratégique. Cette volonté d'africaniser la réflexion théorique en matière de géopolitique et de géostratégie est d'autant plus remarquable que, contrairement aux autres régions du tiers monde comme l'Inde (Bernard, 1988) ou l'Amérique latine (Child, 1979), par exemple, auxquelles l'on reconnaît des approches endogènes et des ambitions marquées, l'Afrique noire manque, en l'espèce, de perspective propre.

Deux problématiques majeures ont, à ce jour, alimenté la réflexion théorique au sein de l'école gabonaise de géographie politique; il s'agit de la problématique de l'unité ou de l'intégration africaine et celle de l'insertion de l'Afrique noire dans l'espace mondial. Dans un cas comme dans l'autre, l'approche gabonaise tend à discuter les opinions établies.

Ainsi, pour la plupart des intellectuels et hommes politiques africains, l'idée d'intégration en Afrique noire est liée à une doctrine née hors du continent : le panafricanisme. À l'origine simple manifestation de solidarité fraternelle parmi les membres des diasporas négro-africaines des Antilles britanniques et des États-Unis d'Amérique, le panafricanisme aurait fini par devenir partie vivante du nationalisme africain, alimentant de ce fait la lutte pour l'indépendance (Kaké, 1979). Or, l'école gabonaise discute cet héritage de la consubstantialité de l'Afrique avec sa diaspora, préférant voir dans l'idéal d'unification exprimé à la veille et pendant la première vague d'indépendances l'expression d'un nationalisme authentiquement africain (Ropivia, 1994).

Mieux, l'école gabonaise assimile la philosophie d'intégration africaine inspirée par les penseurs antillais et américains à un panafricanisme utopique. Deux éléments d'explication sont à la base d'une telle position iconoclaste : le manque d'emprise du courant panafricaniste sur les masses et les élites traditionnelles de l'Afrique; la prégnance d'une fausse vision unitaire dans la diaspora, qui s'explique, d'une part, par le désir de descendants d'anciens esclaves de s'identifier à une mère-patrie, tout en ne sachant plus dans quelle contrée précise de cette dernière se trouvait leur origine, et, d'autre part, par l'ambition démesurée et mythomane d'un leader noir « sioniste » – Marcus Garvey – à vouloir donner à la race noire une patrie (Ropivia, 1994).

La vision unitaire de l'Afrique n'est pas le fait des seuls panafricanistes de la diaspora; elle est aussi défendue par des doctrinaires africains, pour lesquels l'unité culturelle de l'Afrique noire postule la mise sur pied d'un État continental de type fédéral (Diop, 1974). La création de structures continentales à caractère politique ou économique, telles que l'OUA et la CEA⁵, participe de cette conception unitaire de l'ensemble africain. Mais, là aussi, l'école gabonaise défend une approche tout à fait opposée : non seulement elle reconnaît la diversité socioculturelle de l'Afrique

noire, mais elle dénonce l'absence d'approche endogène dans le processus africain de construction communautaire (Ropivia, 1999b). Autant d'éléments qui, pour l'école gabonaise, rendent présentement inopérant un fédéralisme continental. En lieu et place, elle propose un modèle d'intégration régionale qui opère sur la base de noyaux d'États inscrits à l'intérieur d'une même aire culturelle, et que son concepteur dénomme fédéralisme nucléaire (Ropivia, 1985).

L'autre versant de la réflexion théorique engagée au sein de l'école gabonaise de géographie politique concerne la problématique du positionnement de l'Afrique noire au XXI^e siècle. De ce point de vue, la réflexion gabonaise apparaît originale, dans la mesure où elle fait valoir la dimension prospective de la géographie en esquissant, pour la première fois, les rapports que l'Afrique va devoir entretenir, à son avantage, avec les autres parties du monde. Cette vision prospective de l'insertion de l'Afrique noire dans l'espace mondial repose sur un ensemble de concepts opératoires, de théories et de doctrines.

La première des théories élaborées par l'école gabonaise de géographie politique est celle dite de l'horizontalité du système international. Fondée sur la nécessité de lier les pays du tiers monde entre eux, la conception horizontale s'oppose à la traditionnelle vision verticale et boréocentrique des relations internationales qui, telle qu'elle fut introduite au lendemain de la première guerre mondiale par le géopoliticien allemand Karl Haushofer, prédispose les grandes puissances de l'hémisphère nord à dominer les pays sous-développés de l'hémisphère sud (Chaliand, 1983). De cette conception horizontale du système international découle une doctrine : l'impérialisme tropical gondwanien⁶. Celle-ci énonce, de façon anticipée, la montée de l'Inde et du Brésil en tant que grandes puissances, ainsi que la menace qu'ils pourraient faire peser sur l'espace négro-africain fatalement considéré par les géostratèges de ces deux États comme le lieu de projection de leur expansionnisme d'outre-mer (Ropivia, 1986). Treize ans après la formulation de la doctrine de l'impérialisme tropical gondwanien, l'école gabonaise a élaboré une autre doctrine : la coopération tropicale gondwanienne.

Cette évolution doctrinale est liée aux mutations géopolitiques survenues depuis en Afrique noire et au sein des puissances moyennes de l'hémisphère sud, dont l'Afrique du Sud. En effet, dans le cadre de la prescription fataliste de domination de l'Afrique par l'Europe, l'Afrique du Sud pro-apartheid avait fondé ses rapports avec le reste de l'Afrique noire par le fait qu'elle se considérait comme une partie d'Europe en terre africaine. C'est au nom de ce principe et de la nécessité d'endiguer le communisme qu'elle avait noué des relations diplomatiques avec le Brésil et l'Argentine, devenant ainsi un maillon important d'encerclement de l'Afrique noire dans le cadre de l'impérialisme tropical gondwanien. Or, depuis l'avènement d'un pouvoir politique noir, l'Afrique du Sud a noué avec l'ensemble du continent une coopération multiforme et transformé son image passée d'État hostile en image de bon voisinage et de partenariat. Du même coup, les États africains abandonnent progressivement la vision hégémonique qu'ils lui prêtaient et transforment leur hantise de l'impérialisme tropical gondwanien en coopération tropicale gondwanienne (Ropivia, 1999a).

La doctrine de la coopération tropicale gondwanienne postule une conception renouvée de la tropicalité. Celle-ci doit cesser d'être, comme par le passé, un simple objet d'étude de la géographie pour devenir active et constituer le fondement principal des rapports internationaux entre les États de la zone intertropicale ainsi que leur apport essentiel au phénomène de la mondialisation. Mais comment l'Afrique noire peut-elle s'engager dans la mondialisation en éliminant le risque d'une plus grande marginalisation? Pour l'école gabonaise, cela passe d'abord par une inversion mentale, puis réelle de la polarité du globe, c'est-à-dire par l'abandon de la conception boréocentrique du monde au profit d'une vision austrocentrique (Ropivia, 1999a).

CONCLUSION

L'avènement au Gabon de la géographie politique en tant que discipline académique fait date, en ce sens que l'université de Libreville est la seule, dans tout l'espace francophone africain, à dispenser cet enseignement qui a été longtemps l'apanage des cercles universitaires anglo-saxons. Cette particularité de l'université de Libreville se double d'une ambition affirmée des géographes politiques locaux : celle de faire de cette université le laboratoire d'un indispensable processus d'africanisation de la pensée en matière de géopolitique et de géostratégie.

Certes, l'école gabonaise de géographie politique est loin d'avoir acquis l'audience de ses devancières américaines ou européennes, mais des indices lui prédisent un avenir prometteur. Parmi ces indices, on peut noter, d'une part, l'attention que certaines sommités universitaires commencent à accorder aux travaux de cette école (Couteau-Bégarie, 1993; Sanguin, 1998) et, d'autre part, l'ouverture prochaine, au sein du département de géographie de l'université de Libreville, d'un troisième cycle intitulé *Géostratégie de la façade atlantique et sécurité du patrimoine marin*, ce troisième cycle devant être géré en partenariat avec des universités canadiennes et françaises.

NOTES

- 1 Détenteur d'un doctorat en géographie politique, Marc-Louis Ropivia est actuellement Maître de Conférences (CAMES) à l'université Omar Bongo de Libreville.
- 2 Il s'agit de MM. Serge Loungou, continentaliste, et Albert D. Ogoulat, maritimiste.
- 3 Au Gabon, comme dans bon nombre de pays africains, est couramment appelée « géopolitique » le dosage ethno-régional dans la répartition des postes et des ressources de l'État.
- 4 En prenant comme point de départ l'année académique 1989-1990, qui a vu la géographie politique produire sa première promotion de maîtirsards, nous aurions dû comptabiliser dix annuités. Mais le fait est que, à cause de l'instabilité qui secoua l'université au lendemain des élections présidentielles de novembre 1993, les autorités rectorales décidèrent d'invalidier l'année académique 1993-1994.
- 5 OUA (organisation de l'unité africaine); CEA (communauté économique africaine).
- 6 Le qualificatif de « gondwanien » vient de Gondwana, du nom de ce bloc continental qui, selon le géophysicien allemand Wegener, regroupait, avant sa dislocation (vers - 180 millions d'années), l'Afrique, l'Amérique du Sud, le subcontinent indien, l'Antarctique et Madagascar.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNARD, (J.-A.) (1988) *L'ambition de l'Inde*. Paris, FEDN.
- CHALIAND, G. (1983) *Atlas stratégique*. Paris, Fayard.
- CHILD, J. (1979) Geopolitical Thinking in Latin America. *Latin America Review*, 14 (2) : 89-111.
- CLAVAL, P. (1994) *Géopolitique et géostratégie. La pensée politique, l'espace et le territoire au XX^e siècle*. Paris, Nathan.
- CLOZIER, R. (1971) La géographie politique. *Information géographique*, (4) : 159-162.
- COUTEAU-BEGARIE, H. (1993) *Géostratégie de l'Océan indien*. Paris, FEDN-Economica.
- DIOF, C.A. (1974) *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire*. Paris, Présence Africaine.
- KAKÉ, I. B. (1979) L'influence des Afro-Américains sur les nationalistes noirs francophones d'Afrique. *Présence Africaine*, (112) : 48-65.
- KLEINSCHMAGER, R. (1993) *Éléments de géographie politique*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.
- LOPRENO, D. et al. (1994) La pensée ratzélienne et la question coloniale. *Cahiers de géographie du Québec*, 38 (104) : 151-164.
- LOTOT, P. (1995) *Histoire de la géopolitique*. Paris, Economica.
- LOUNGOU, S. (1998) *La problématique de l'intégration nationale dans les provinces frontalières du Gabon*. Thèse de doctorat en géographie, Université d'Angers.
- NDING MUKANY, M. (1996) *Géopolitique d'un État sous domination : le cas du Gabon*. Thèse de doctorat en géographie, Université d'Angers.
- ROPIVIA, M.-L. (1985) *La géopolitique et le fédéralisme nucléaire. Critique et reformulation des fondements conceptuels et géographiques des organisations africaines*. Québec, Ph.D. en géographie, Université Laval.
- (1986) Géopolitique et géostratégie : l'Afrique noire et l'avènement de l'impérialisme tropical gondwanien. *Cahiers de géographie du Québec*, 30 (79) : 5-19.
- (1994) *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*. Paris, L'Harmattan.
- (1999a) Géographie et politique en Afrique au XXI^e siècle : concepts opératoires et stratégies d'insertion dans l'espace mondial, *Colloque international sur les Sciences sociales. Bilan et perspectives*, UNESCO, Libreville, 7-11 juin (à paraître).
- (1999b) Les contradictions du processus d'intégration en Afrique occidentale et centrale : une étude comparée. *Enjeux, Bulletin d'Analyses Géopolitiques pour l'Afrique Centrale*, (1) : 4-5.
- SANGUIN, A.-L. (1992) Géographie politique, géopolitique, géostratégie : domaines, pratiques, friches. *Stratégique*, 55 (3) : 41-46.
- (1998) Vecteur des continents et colporteur des mondes : l'Atlantique et ses principaux paramètres géopolitiques. *Noréis*, 45 (180) : 571-586.